



35^{ème} Congrès

La délégation de Loire-Atlantique livre sa vision des débats et des enjeux évoqués à la Défense

P 3

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 895

01 juillet 2010

prix: 0,70 €

24 juin 2010



Mobilisé-e-s contre la réforme des retraites

■ PCF 44



NLA a rencontré Aymeric SEASSAU nouveau secrétaire fédéral

P 3

■ Protection Sociale

Quand la droite et le Medef s'emploient à réduire toujours plus les droits sociaux

P 5

■ Mixité sociale et Droit à la ville

NLA passe en revue les derniers ouvrages apportant de nouveaux éclairages sur l'urbanisme

P 6

■ Pour des métropoles solidaires

De retour de Getafe Yann VINCE fait le point sur le Forum mondial des autorités locales de périphéries

P 7

■ Retraites

Réunion publique des partis de Gauche, mobilisation du 24 juin : tous contre la réforme

P 8

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Quand ça coince...



Pas facile d'être la femme du ministre de la casse de la retraite en ces temps. C'est ce que doit se dire la femme d'Eric

Woerth chargée de la gestion de la fortune de Lilliane Bettencourt. Comment en effet concilier le fait d'être la femme du ministre du budget de l'époque et être soupçonnée d'organiser les évasions fiscales de sa patronne ? C'est pourtant la réalité pour un ministre qui se faisait un point d'honneur au retour des capitaux évadés. La vérité finie toujours par se savoir.

Pourtant entre copains...

Dure réalité pour les acteurs de cette sale histoire car Lilliane Bettencourt ne mérite pas cela. C'est est une bonne française qui paie 4% d'impôt et est une grande donatrice aux bonnes œuvres du Parti du Président. Sale histoire pour le trésorier de l'UMP qui n'est autre que l'ancien ministre du budget Eric Woerth devenu juge et partie.

Copains comme cochons

Quand ça va mal le chevalier blanc arrive. François Fillon, notre premier des ministres du président, de son micro à l'assemblée nationale interpelle les députés pour crier sa confiance en son ami attaqué. Quoi de plus normal me direz vous que de se serrer les coudes dans des temps aussi agités.

Coucou le revoilà

Reçu en grandes pompes et à plusieurs reprises au palais de l'Élysée par le petit prince en personne, le recevant à son tour sur ses terres, François Bayrou est bien de retour dans sa famille pour ceux qui pouvaient encore douter de son parcours. Quand on est à droite, on est à droite disait La Palisse. Eh bien il ne se trompait pas...

Point de vue

Par Jérôme TURMEAU

Alors que deux millions de citoyen-ne-s français-e-s se sont retrouvés dans les rues le 24 juin dernier, que la situation économique dans ce pays comme en Europe se dégrade à mesure que l'austérité devient l'arme de guerre des capitalistes contre les peuples, à l'heure où était annoncé une hausse du nombre de chômeurs, Nicolas Sarkozy décidait de recevoir à l'Élysée... Thierry Henry. Un geste politique courageux à n'en pas douter !

Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre affirme le proverbe mais **c'est bien plus de dédain dont a fait preuve le chef de l'Etat vis-à-vis de la colère exprimée par les français.** La mobilisation s'est amplifiée entre le 27 mai et le 24 juin, un million de manifestants supplémentaires sont venus exprimer leur ras le bol et leur écœurement devant l'injustice de cette réforme des retraites.

Comme l'a affirmé Bernard Thibault, « la mobilisation contre cette réforme ne fait que commencer » il importe que nous continuions à nous mobiliser durant tout l'été. De ce point de vue, le travail unitaire engagé par le Parti Communiste et neuf autres forces de gauche dans notre

département est un relais essentiel à la mobilisation.

Aussi, malgré les recettes rétrogrades concoctées en France comme en Europe, la crise continue de frapper. Le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A (en recherche de CDI à temps complet) a progressé de 22 600 personnes de mai à avril, soit +0,8%. Sur une année la hausse est de 7,1%.

« Ce sont des chiffres qui sont mauvais », a affirmé Christine Lagarde. Mais il ne s'agit pas que de chiffres, se sont autant d'hommes et de femmes qui se retrouvent acculés à la précarité.

C'est à ces hommes et à ces femmes que nous devons nous adresser. C'est avec eux (et non au dessus d'eux), avec les acteurs du monde social et associatif, les intellectuels, les salariés que nous construirons le pacte d'union populaire dont nous avons besoin pour gagner à gauche.

Le 35^{ème} congrès met en avant cette forme de construction, tissons les liens nécessaires avec l'ensemble du peuple de Gauche. Ainsi, l'été sera chaud et la rentrée plus difficile pour le gouvernement.



« la situation économique se dégrade à mesure que l'austérité devient l'arme de guerre des capitalistes »

14 Erika !

Depuis le 20 avril, la fuite du puits de pétrole de BP dans le golfe du Mexique représente l'équivalent de 14 Erika. L'ampleur du désastre sur l'économie, sur l'environnement de ce joyau écologique comme celui des fonds marins de cette région du monde est sans commune mesure avec les conséquences du naufrage de l'Exxon Valdez sur les côtes de l'Alaska il y a vingt ans ! Les difficultés du président Obama à faire adopter la mesure phare de son programme, un embryon de protection sociale, la dramatisation du discours présidentiel, donnent la mesure l'impuissance des Etats-Unis. L'hôte de la Maison Blanche a pu évoquer une « épidémie » pour qualifier le mal qui ronge les côtes sud de son pays, il

n'en demeure pas moins qu'il ne s'agit pas ici d'une catastrophe « naturelle ».

Le président de BP a dû s'engager à débloquer une première enveloppe de 20 milliards de dollars pour couvrir le début des indemnités, un an d'investissements du groupe ou deux ans de dividendes versés aux actionnaires. **Le rapport entre ces deux données indique la part prise par la rentabilité financière dans la stratégie du pétrolier.** Aucun rapport avec le choix de creuser un puit dans le golfe du Mexique à un endroit réputé instable ? Aucun rapport avec les conditions d'exploitation du pétrole comme des hommes à bord de la

plate-forme ? Aucun rapport avec le fait que deux des principaux action-

naires opposer, ce dernier comme le petit pêcheur de Louisiane qui subit la



marée noire, risquent d'y perdre pour les mêmes raisons.

Après avoir pris leur part dans le déclenchement de la crise financière, les agences de notation américaines commencent

à « dégrader » la note de BP en prévision de profits moins juteux. Une raison de plus, chez nous, pour ne pas livrer des pans entiers de notre système de retraite aux assurances privées. **Voilà de quoi condamner un peu plus un système indifférent aux hommes comme à la nature.**

Voilà de quoi condamner un peu plus un système indifférent aux hommes comme à la nature.

De vous à moi...

Débâcle, c'est certain, image catastrophique, c'est évident mais pourquoi un tel fiasco de l'équipe de France de foot ? Que l'on aime ou pas, personne n'est vraiment indifférent comme en témoignent les discussions de comptoirs. Des enfants de banlieue soudain devenus milliardaires et de fait enfants gâtés, turbulents et insolents, des encadrants à 50 000 € par mois, 800 000 € de primes pour qualification tout aussi hautains et dédaigneux pour ceux qui les regardent : Voilà le quotidien d'un foot français replié sur lui-même, dans le luxe et qui ne sait plus qu'une chose : répondre aux sirènes de l'argent.

Que sont devenues les valeurs du sport quand Gallas revendique 90 000 € de salaire hebdomadaire, quand Henri déclare 18 Millions de revenu annuel, quand, quelque soit le résul-

tat d'une compétition, 5 millions de primes sont annoncés par les sponsors ?

Roselyne Bachelot peut « faire de l'image » en direct d'Afrique du sud en jouant les coachs désabusés, en parlant aux joueurs dans les yeux, en déclarant vouloir un audit, le mal est là, implanté dans les racines mêmes du système qu'elle met en place de connivence avec le chef de l'Etat.

Les propos d'Anelka ne sont pas pardonnables, pas plus que ceux du chef de l'Etat, qui se veut moraliste sur la question et dit « casse toi pauvre con » à un opposant.

Le sport peut-il être assaini en acceptant que les clubs soient introduits en bourse mettant ainsi les hommes, les joueurs, au niveau d'une marchandise. Le foot peut-il retrouver ses vertus éducatives et populaires en autorisant la

construction de stades privés pour générer avant tout le business et de l'argent. Allons nous enfin assainir ce qui fait rêver nombres de gamins et d'adultes quand les paris en ligne viennent « véroler » encore un peu plus ce milieu fragile du sport devenu seulement affairiste et sources de combines et magouilles en tous genres ? L'heure est maintenant aux grands déballages, aux insultes, accusations et délations. Cela va amuser la galerie via les médias et permettre d'esquiver les vraies questions. **Sortir le foot et le sport des mains de l'argent, voilà le défi** que peu de gens n'osent aborder sur le fond, et c'est là que le bât blesse. Va-t-on trouver le remède miracle en changeant l'entraîneur et en lui accordant 100 000 € par mois sans les primes... C'est impensable.

Y.C.

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Loi NOME

A l'heure où les parlementaires examinent le projet de loi Nome, soit la Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité savamment concoctée par le gouvernement, la Cgt organisait à Nantes un après-midi d'information sur ce projet de loi.

Pour le syndicat, le principe en est simple: « **constatant que la concurrence ne fonctionne pas (plus de 96% des Français restent fidèles à l'opérateur historique EDF), le gouvernement a décidé de la créer... artificiellement** »

Cette loi permettra à tous les fournisseurs d'électricité de s'approvisionner auprès d'EDF à un prix très avantageux. EDF devra ainsi céder un quart de sa production !

Pour le gouvernement et les tenants du libéralisme, la sacrosainte concurrence serait sensé faire baisser les tarifs. Pourtant, le prix de l'électricité en France est inférieur de 27% par rapport aux tarifs européens.

Non seulement le prix de l'électricité risque de s'envoler mais les fournisseurs dit « alternatifs » vont profiter des années d'investissements et de recherche financés par les factures des usagers.

De son côté la FNME CGT prévoit d'autres actions dans les mois à venir.

Rencontre

A l'issue du 35^{ème} Congrès, Aymeric SEASSAU est devenu le nouveau secrétaire fédéral du PCF de Loire-Atlantique. NLA lui a posé quelques questions.



NLA : Tu viens d'être élu secrétaire départemental de la fédération de Loire-Atlantique du PCF, quel regard portes-tu sur le congrès qui vient de se conclure ?

Aymeric SEASSAU : C'est un congrès équilibré, permettant de rassembler d'avantage de communistes malgré les conditions dans lesquelles il a été préparé. Un congrès où des inquiétudes fortes se sont exprimées mais qui permet d'aboutir à une feuille de route exigeante pour l'année à venir.

NLA : Quels ont été les principaux points de débat du congrès national ?

A.S : Les questions stratégiques bien sûr mais il est appréciable que le congrès n'ai pas constitué un affrontement « pour ou contre le Front de Gauche ». Les communistes ne veulent pas d'une alliance résumée au PCF accompagné de petites organisations, ils veulent partir des expériences récentes pour aller bien plus loin vers un « pacte d'union populaire ». Le débat a donc porté sur notre volonté de faire converger les aspirations populaires et à construire avec des hommes et des femmes d'origines diverses, militants associatifs, syndicaux, politiques, citoyen-ne-s un programme de changement à vocation majoritaire à gauche.

La question d'un ou d'une candidat(e) communiste pour porter ce programme cette démarche n'est pas un tabou mais il a été décidé de ne pas la trancher aujourd'hui. Enfin, le 35^{ème} congrès du PCF a évidemment abordé la question du parti lui-même.

NLA : A partir du débat proposé sur les transformations du PCF ?

AS : Pas uniquement : en

refusant les adhésions au Front de Gauche, sous une forme directe ou associative, les congressistes ont voulu dire leur attachement à leur parti et leur confiance dans sa capacité de se développer pour répondre aux défis de son temps. D'autant que le rassemblement que nous voulons construire est par essence ouvert si nous voulons réussir « l'élargissement » que chacun appelle de ses vœux. Notre texte de congrès invite celles et ceux qui veulent témoigner de leur soutien à notre démarche de s'organiser comme ils et elles souhaitent, sous la forme d'appels par exemple. Et puis oui, le parti communiste doit changer et je pense que cela va se voir si nous met-

tons en œuvre les décisions prises. Il ne s'agit plus de répéter que la place du parti est dans les entreprises et les quartiers populaires ou d'affirmer la nécessité d'avancer vers la parité mais bien de mettre en pratiques des expérimentations, des changements et des transformations en gardant le meilleur de ce qu'a été, de ce qu'est toujours le parti communiste français : Une force militante d'une richesse incomparable capable de contribuer à la réalisation de grandes choses lorsqu'elle se met en mouvement dans l'unité.

NLA : Justement, n'y avait-il pas dans l'unité et le rassemblement des communistes un des enjeux de ce congrès ?

AS : Oui bien sûr, et nous allons dans le bon sens après des régionales qui ont conduit à des situations conflictuelles dans de très nombreuses régions de France dont la nôtre. C'est le constat d'échec douloureux de la présence de communistes sur deux listes régionales que les communistes de Loire-Atlantique ont eu à cœur de dépasser. Le fait que notre résolution départementale ait recueilli la quasi unanimité des voix des congressistes constitue une grande satisfaction. D'autant que nous n'avons pas cherché à minimiser les débats mais à nous y confronter ensemble pour les dépasser. Au final, notre résolution départementale est assez proche de celle qui a été retenue par le congrès national. Cela témoigne qu'il n'y a pas de fédérations ou de communistes qui se trompent, mais plutôt des camarades qui débattent. Il n'y a pas de conflit ou d'opposition durable entre la fédération de Loire-Atlantique et la direction nationale comme certains ont pu le prétendre et ceux qui cher-

raient à figer, à inscrire dans le temps ou à structurer les divisions issues des régio-

nales feraient fausse route en allant à l'encontre des décisions de congrès et de la feuille de route que nous avons décidé ensemble.

Le parti communiste français est une force militante d'une richesse incomparable capable de contribuer à la réalisation de grandes choses lorsqu'il se met en mouvement dans l'unité.

NLA : Peux-tu nous parler de cette feuille de route ?

AS : Nous le disons dans les textes, les idées au premier plan ! C'est le premier chantier à relever avec un effort de novation idéologique sans précédent pour élaborer des propositions communistes à la hauteur des enjeux posés par la crise et les soumettre au débat populaire. Nous nous sommes engagés dans le département à travailler plus spécifiquement sur la question d'une nouvelle mobilisation de l'argent public ou encore sur la défense de l'emploi industriel en lien avec les enjeux environnementaux.

L'heure est à la résistance dans les luttes face au pouvoir de droite pour imposer au gouvernement de reculer dès aujourd'hui.

Nous allons ensuite travailler à une offre départementale de formation et d'accueil des nouveaux adhérents.

Nous voulons également prendre des dispositions ambitieuses pour nous inscrire dans les expérimentations proposées nationalement en direction du militantisme à l'entreprise, dans les quartiers populaires ou pour franchir une nouvelle étape vers la parité en agissant en faveur du militantisme au féminin. Dans ce sens, je vais proposer au conseil départemental d'aller vers un fonctionnement plus collectif et d'éliminer un exécutif départemental à parité,

centré sur une meilleure animation du parti. Nous resterons bien sûr à l'écoute des démarches proposées nationalement sur le fonctionnement des directions.

NLA : Des propositions pour le PCF mais comment contribuer au changement ?

AS : D'abord en étant nous même, combatifs, rassembleurs, déterminés et plus que jamais communistes. Avec le scandale de l'utilisation de l'argent et des profits qui continuent pendant la crise, avec les plans d'austérité indignes proposés aux peuples européens, les politiques libérales apparaissent sous un jour nouveau. Les mobilisations de 2009, la bataille dans l'unité pour la Poste ou encore ce qui s'engage sur les retraites constituent autant de points d'appuis pour préparer le changement. A condition que nous ne trompions pas de temps politique : L'heure est à la résistance dans les luttes face au pouvoir de droite pour imposer au gouvernement de reculer dès aujourd'hui.

NLA : Mais en quoi la proposition de pacte d'union populaire diffère-t-elle des autres démarches menant à la présidentielle ?

AS : Et bien précisément parce que nous ne pensons pas que le changement se joue en deux mois de campagne présidentielle et en consacrant le reste du quinquennat à

départager les candidats. Il ne s'agit donc pas de participer à des primaires sous domination sociale démocrate ni d'organiser un rassemblement d'opposition d'une « autre gauche », mais de contribuer à faire bouger les lignes à gauche, à partir des luttes, dans un aller retour permanent permettant l'élaboration et l'appropriation par le plus grand nombre de propositions transformatrices de sortie de crise. Il y aura une candidature porteuse de cette ambition et de cette démarche de rassemblement, appartenant ou pas, à l'une des formations du Front de Gauche. Mais le meilleur candidat du monde ne pourrait pas faire grand-chose sans la mise en marche d'un vaste mouvement populaire, politique et social. C'est ce à quoi nous voulons travailler dès aujourd'hui dans des fronts

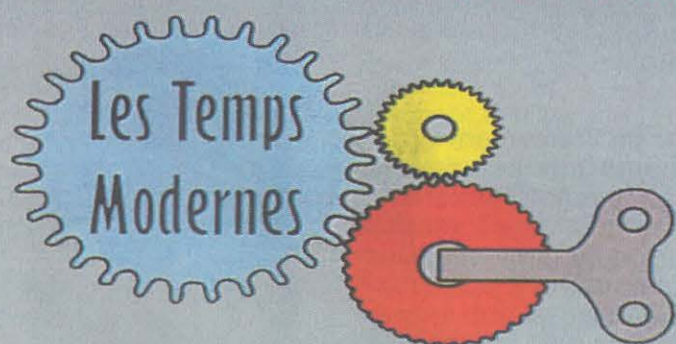
Contribuer à faire bouger les lignes à gauche, à partir des luttes, dans un aller retour permanent permettant l'élaboration et l'appropriation par le plus grand nombre d'un pacte d'union populaire porteur de propositions transformatrices de sortie de crise.

de lutte, d'action et de construction politique au service des ripostes et des résistances à la droite de Sarkozy et ses amis du patronat.

Un congrès équilibré permettant de rassembler d'avantage de communistes.

Publicité

Jouets faits de métal, de bois ...



13 rue du Château 44000 Nantes
02/51/82/83/59 06/60/85/00/33
glaziou@cegetel.net



Le dossier.

XXXV^{ème} Congrès

Parole à la délégation de Loire-Atlantique

■ Un peu plus qu'un congrès d'étape

Le 35^{ème} congrès du Parti Communiste Français s'est tenu du 18 au 20 juin dernier à la défense, la fédération de Loire-Atlantique y a envoyé sept délégués (Catherine Rougé, Michel Rica, Sandrine Fleurimont, Jérôme Turmeau, Pedro Maïa, Mireille Pernot et Aymeric Seassau).

Un congrès bien plus optimiste et combatif que les médias l'ont laissé entendre, eux qui ne se lassent d'annoncer la mort du Parti Communiste Français.

S'il a été question de disparition lors de ce congrès, c'est bien plus à celle du capitalisme qu'ont pensé les congressistes. La question des combats à mener a donc été évoquée. L'occa-

sion pour les communistes de lancer un appel à riposter contre les politiques rétrogrades menées en France : réforme des collectivités territoriales, casse de notre système de retraites, mise à sac des services publics et de l'éducation nationale...

Au cœur des débats c'est la question des stratégies de rassemblement qui aura dominé. Quatre des communistes délégué(e)s de Loire-Atlantique vous livrent leurs visions et leurs attentes de ce congrès.

Transformation du parti, nouveau pacte d'union populaire, leur point de vue sur ce congrès qui aura été un peu plus qu'un congrès d'étape.



Ils ont dit



■ Un PCF ancré dans les luttes

Ce congrès était le premier auquel j'assistais. Je trouve que la question des présidentielles a été trop présente, mais les débats autour de la résolution ont permis un réel échange et aussi d'éclaircir les positions. Je me réjouis d'ailleurs que cette résolution laisse les départements libres d'élaborer leur stratégie pour les élections cantonales.

Lors de ce congrès nous avons aussi réaffirmé avec force la nécessité de notre combat contre la réforme des

retraites en appelant à un sursaut de l'ensemble du peuple et des forces politiques de gauche.

Le moment fort de ce congrès a été la venue dimanche matin d'une délégation de travailleurs sans papiers. **L'émotion était palpable et la joie de voir avancer le combat de ces travailleurs de l'ombre trop souvent exploités représente un immense espoir.** Même si ne seront régularisés que les travailleurs qui peuvent justifier de cinq ans de présence sur le territoire, leur détermination nous a montré l'importance de rester mobilisé et de porter haut et fort nos convictions.

Sandrine Fleurimont

■ Vers un pacte d'union populaire

Je rentre rassurée du congrès car j'ai vu un parti qui se rajeunit et un parti où les femmes interviennent non plus seulement sur les problèmes de société. Elles ont un véritable apport politique sur la stratégie et les actions qui en découlent.

Je suis heureuse que les débats se soient déroulés avec respect et que la plupart des interventions aient été faites avec objectivité, dans le souci de construire des perspectives réelles de changement. **Loin d'être illégitime et minoritaire, la stratégie d'un Front de gauche élargi à un Pacte d'union populaire est aujourd'hui, de façon claire, la stratégie de tout le PCF.**

J'adhère particulièrement à ce passage de la résolution : « Nous chan-

geons nos pratiques pour devenir le parti de la démocratie, de la coopération et de l'action militante. » Analysons bien ce qui s'est passé au moment des Régionales pour garantir aux adhérents un fonctionnement démocratique et de bonnes conditions d'expression et de militantisme. Nous serons tous mieux identifiés et plus efficaces.

Catherine Rougé



■ Une réelle réflexion sur les rassemblements à construire

Des différentes interventions des délégués des départements il y a eu une **appréciation plus mesurée et plus lucide de la construction de fronts** que durant la dernière période. Il y a eu une réflexion assez riche sur la pertinence du rassemblement que l'on veut construire afin de mener ce rassemblement à la réussite.

L'ensemble de ces réflexions contraste avec le manque cruel d'analyse de l'expérience des collectifs antil-ibéraux comme des dernières élections régionales. Il est pourtant essentiel

de faire le point sur ce qui a fonctionné comme sur ce qui n'a pas fonctionné. Par exemple, il faut bien reconnaître que là où le Front de Gauche a joué un véritable rôle de rassemblement c'est dans les régions où les listes étaient conduites par une personnalité communiste reconnue, ancrée dans le territoire.

Aussi, ce congrès marque la volonté **de construire vraiment le rassemblement des communistes et non de se livrer à une guerre d'invective ou de clan.**

Reste maintenant à mettre en action les décisions que nous avons prises, aux militants communistes de se les approprier et de rendre ses propositions concrètes pour retrouver le chemin des quartiers populaires et des entreprises.

Mireille Pernot

■ « Sortir de l'isolement organisationnel »

Le chantier de transformation du PCF engagé avec ce 35^{ème} congrès vise à redonner à notre parti une plus grande influence dans la société. Comment faire pour que les idées communistes s'ancrent davantage dans la société et deviennent une référence dans la construction des valeurs populaires quand l'individualisme et le modèle libéral ont gagné du terrain ? Ce combat d'idées nécessite que le projet communiste soit pleinement en phase avec la réalité d'une majorité de gens et qu'il soit compréhensible, rassembleur et porteur d'alternative politique crédible. Les militants communistes le porteront à condition que le plus grand nombre y contribue et se l'approprie dans les réunions de cellules et de sections **en créant du lien avec les différents niveaux de structuration et les directions. Cela suppose que le PCF soit en**

capacité de sortir de l'isolement organisationnel de nombreux camarades notamment des nouveaux adhérents auxquels nous pourrions consacrer des initiatives d'accueil et de formation. Des formations qui permettront aux nouveaux adhérents mais aussi aux animateurs et aux cadres du parti d'avoir des armes pour le combat d'idées que nous voulons mener.

Pedro Maïa



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Hold-up sur l'électricité

Le projet de loi NOME (nouvelle organisation du marché de l'électricité) est en examen à l'Assemblée Nationale. La CGT mines-énergie alerte sur ses dangers pour les investissements et les tarifs de l'électricité qui devraient flamber.

Forum mondial des droits de l'Homme

Du 28 juin au 1er juillet 2010, les acteurs des droits de l'Homme du monde entier se sont donné rendez-vous au Forum mondial des droits de l'Homme à Nantes. Ils ont abordé la situation des droits de l'Homme dans la période de crise actuelle et s'interrogent également sur les solutions à construire à partir des Droits de l'Homme.

Les différentes associations partie prenantes de ce forum appelaient à manifester, le 26 juin, pour dénoncer l'écart entre l'affirmation des droits et des libertés et leur caractère effectif. Ainsi, le droit d'asile, le droit international, les Roms, le droit au travail... ont été évoqués.

Ils pourront faire grève

10 policiers municipaux nantais, soutenus par la CGT, ont déposé une requête en référé auprès du TA de Nantes pour contester une réquisition. Ils étaient requis pour assurer la sécurisation du marché de la Petite Hollande. Le TA a donné raison aux policiers municipaux en suspendant les effets des 10 arrêtés de réquisitions du Maire.

En soutien aux Arts et à la Culture

Un pique-nique était organisé le 17 juin pour refuser la récession, après s'être mobilisés depuis des mois pour dénoncer la réforme des collectivités territoriales. La culture et le Sport sont finalement intégrés dans les compétences partagées entre les communes, les départements et les régions, ce qui permet les financements croisés. Toutefois, la culture reste fortement en danger par manque de financement.

Echos de luttes

Les salariés de chez Cede à Sautron ont manifesté leur inquiétude sur un projet de licenciement économique de 9 personnes. Ils demandaient d'autres alternatives à ces licenciements comme un Plan de Sauvegarde de l'Emploi et une expertise comptable de l'entreprise.

Les médecins généralistes sont, pour la 3^{ème} fois depuis le début d'année, appelés à faire grève pour la défense de leur discipline et l'accès à des soins de qualité pour tous.

Les enseignants du collège Lucie AUBRAC à Vertou se sont mobilisés pour dénoncer les problèmes qui vont découler de la réforme de la formation : un professeur titulaire en moins alors que nos élèves seront plus nombreux.

Les profs remplaçants et contractuels ont demandé, en manifestant devant le rectorat, la pleine et juste indemnisation des missions de remplacement.

Pour les salaires et la qualité de service public, les salariés de la caisse de MSA (mutuelle sociale agricole) à St Herblain ont débrayé dans le cadre d'un mouvement national. Depuis 2008, près de 2000 emplois ont été supprimés.

12 ouvertures, 10 fermetures

Ce sont les mesures de la carte scolaire pour la rentrée prochaine. Elles démontrent que deux classes ouvrent alors que 887 élèves supplémentaires seront accueillis dans le même temps.

Santé et retraites, un haut niveau de protection sociale



A l'heure où le gouvernement présente son soit disant plan pour sauvegarder les retraites, ce qui est en jeu, c'est l'ensemble de notre modèle de protection sociale. Les propositions du gouvernement visant à réduire les droits sociaux en abaissant le montant des retraites, des indemnités journalières, des budgets des hôpitaux et établissements médico-sociaux ou la qualité des structures d'accueil de la petite enfance ne sont pas les bonnes, elles auront pour effet de casser la timide reprise observée depuis quelques mois.

Face à la dégradation historique des comptes en 2009 et 2010, liée fondamentalement à la chute de la masse salariale consécutive à l'augmentation du chômage, la voie n'est plus d'agir sur les seules dépenses mais d'assurer l'apport de recettes nouvelles.

Depuis 1945, le patronat et la droite française n'ont cessé de vouloir remettre en cause, les choix politiques et sociaux issus de la résistance. Au-delà du prétexte d'une réelle évolution démographique, ce sont bien les choix fondamentaux du gouvernement qui sont à remettre en cause.

La protection sociale solidaire ne peut être basée que sur le travail et les richesses créées dans le pays, au travers du salaire socialisé. La cotisation sociale « patronale » ou « salariale », c'est bien une partie de la rémunération du travail consacrée à faire face aux aléas de la vie. Oui, il faut plus de salaire socialisé dans notre pays pour faire face aux besoins d'aujourd'hui. C'est donc bien en prenant sur les profits, sur les dividendes et en répartissant mieux les richesses que nous dégagerons les millions d'euros permettant de construire une protection sociale digne du XXI^{ème} siècle.

D'après L. Parisot, « Si nous en étions restés à 65 ans, comme c'était le cas avant 1983, nous n'aurions pas besoin de cette réforme ». Voilà donc la présidente du Medef en train de réinventer la machine à remonter le temps. Une suggestion : « Si l'on n'avait pas inventé la Sécurité sociale après la guerre, il n'y aurait pas de déficit de la protection sociale ! »

Rémy TESSIER

Pôle emploi : situation grave

Le personnel de Pôle Emploi était en grève nationale le 8 juin 2010 à l'appel de la CGT, du SNU, du SNAP et de SUD.

La direction générale (et donc le gouvernement) n'entend pas répondre aux revendications du personnel : résorption de la précarité (12,40% de précarité dans notre région), l'abandon du SMP (entretien mensuel obligatoire pour les demandeurs d'emploi), pourtant intenable et inefficace (il s'agit de contrôle sous couvert d'accompagnement).

Pourtant la situation est grave :

Plan rebond : ce plan, qui prévoit le versement d'une allocation de 450 € pour les chômeurs en fin de droit va entraîner un accroissement de travail, en pleine période estivale, sans embauches supplémentaires ;

Indemnisation : les « mesures simplifiées » mises en place dans de nombreuses régions amènent un

calcul des droits au rabais, donc un non respect de la réglementation, mais cela pousse aussi plus vite les chômeurs vers les minimas sociaux ;

Placement : l'envoi quasi systématique des demandeurs d'emploi vers des Opérateurs Privés de Placement fait craindre le pire pour les missions de service public autrefois dévolues à l'ANPE. Craintes renforcées par le projet de loi de libéralisation du marché du placement, qui vise à transformer le placement en activité lucrative.

Pôle Emploi a pour but de vassaliser les chômeurs, c'était le but de la fusion. Le personnel refuse de cautionner cela (80% des salariés de Pôle Emploi déclarent effectuer des tâches auxquelles ils n'adhèrent pas).

Les organisations syndicales donnent rendez-vous à la rentrée pour un nouveau mouvement de grève. Julien CHAILLOU



Vers une position dure

Le gouvernement envisage un gel du point d'indice des fonctionnaires alors que la négociation salariale 2011-2013 dans la fonction publique s'ouvre vendredi, selon le journal économique « Les Echos ».

Comme à son habitude, quand il s'agit de faire des économies, le gouvernement s'en prend toujours aux mêmes, aux salariés du service public. Non content de saccager leur pensions de retraites (report de

60 à 62 ans de l'âge légal de départ et hausse de leur cotisation retraite de 3%), voilà désormais que la droite revient sur l'augmentation pourtant dérisoire de 0,5% de leur traitement au premier juillet. C'est un véritable acharnement à l'égard des agents de la fonction publique.

Quand est-ce que le gouvernement va faire preuve d'autant de détermination vis à vis des grandes fortunes qui trichent avec le fisc comme vient de l'avouer la première fortune de France, L. Bettencourt ?

En Grèce, en Angleterre ou en France : les peuples n'ont pas à payer la crise !

Situation tendue

Après 19 mois de chômage partiel, 130 salariés des 297 postes existants de chez Bobcat sont concernés par les suppressions d'emploi. Comme l'indique la CFDT : « La crise a quand même le dos large. La direction veut délocaliser en République Tchèque un service de recherche et développement, mais est incapable d'en démontrer le gain finan-

cier. Cela ressemble à un effet d'aubaine, avant peut être de fermer le site. » Les salariés considèrent de plus que la direction fait de la rétention d'informations et ainsi contrecarre un plan social digne de ce nom. Déterminés, ils multiplient des actions pour exiger un médiateur qui prenne en compte les drames financiers qui se préparent dans les familles

concernées. Les salariés de CNAI les ont rejoints, le tribunal a prononcé la liquidation judiciaire.



Evènements, culture, idées.

Mixité sociale et Droit à la ville Vers un urbanisme alternatif

La crise systémique du capitalisme est aussi, peut-être avant tout, une crise de la (dé)territorialisation. Au-delà des mots fétiches tels que ceux de la "mixité sociale", peut-être convient-il aujourd'hui de redéfinir un urbanisme conçu comme politique alternative de la ville. Afin de redonner aux prolétaires périphériques un "droit à la ville" confisqué par les élites métropolitaines.

• "Mixité sociale" ?

Dans un riche dossier, la revue *Espaces & Sociétés* (1) souligne d'abord que « la mixité sociale a été consacrée comme l'antidote à la ségrégation et à la "ghettoïsation" des quartiers. Elle représente aujourd'hui, au moins en paroles, un objectif incontournable dans tout projet urbain ». Un article est consacré à la Communauté urbaine de Nantes-Métropole qui « adhère aux objectifs de mixité sociale. Elle mène une politique de logement volontariste et expérimentale, avec l'ambition de devenir une référence dans ce domaine ». Mais, là comme ailleurs, souligne P. Genestier, « le mot "mixité" désigne une notion floue, naviguant entre le pseudo concept, le slogan, l'idéal, le principe régulateur, l'utopie, le mythe et le simple argument (...) s'insérant dans des registres discursifs aussi différents que l'injonction morale, la prise de position idéologique, la description statistique, la prescription législative ». Il y a aussi un usage stratégique du terme, imposant la mixité

comme thématique de discours orienté vers l'action. Mot fétiche au service d'une problématique illusoire, il suscite cependant l'espérance d'une conception plus modeste et exigeante d'un travail urbanistique se payant



un peu moins de mots.

• Politique de la ville ?

Dans un petit livre publié par la maison d'édition nantaise l'Atalante, T. Paquot définit ensuite les grands traits d'un urbanisme alternatif qui doit davantage devenir notre affaire (2). « Mégapoles multimillionnaires aux quartiers tourés, bidonvilles, étalement urbain, villages dortoirs : ces formes contemporaines des villes sont à contrer et le plus souvent à réorienter mais toujours à ménager en privilégiant l'urbanisme chronotopique, sensoriel et participatif. Tant en ce qui concerne les transports et les circulations, les équipements publics, etc... Une mutation urbaine répondant à la préoccupation environnementale, à prendre

non comme une punition mais comme une chance, en osant en faire notre affaire.

En annexe, une riche promenade bibliographique fournit des références rares et précieuses sur toutes ces questions, à explorer sans modération.

• Droit à la ville ?

Enfin, pour Jean-Pierre Garnier, auteur d'un « essai sur la ville, la petite bourgeoisie intellectuelle & l'effacement des classes populaires » [sous-titre] (3), « c'est l'expulsion du peuple hors des lieux convoités par les profiteurs vers les zones excentrées ou dégradées qui constitue le fil rouge de l'histoire urbaine du capitalisme ». Cet essai parfois polémique est un recueil de textes, aux statuts divers et inégaux, publiés pour la plupart depuis 2005. Pour H. Lefebvre, rappelle-t-il, le "droit à la ville" était avant tout le droit à la centralité urbaine et à son mouvement, à être non seulement spectateur mais acteur de ce théâtre spontané de rassemblements, de rencontres et d'échanges. De ce droit, la classe ouvrière et, d'une manière plus générale, les couches populaires se voient de plus en plus privées au fur et à mesure de leur refoulement programmé vers les périphéries de plus en plus éloignées. L'auteur souligne vivement dans l'introduction que rebaptisés catégories défavorisées, les prolétaires expulsés de la zone centrale des aires urbaines, sont désormais contraints d'habiter, non

plus dans des quartiers ouvriers ni même dans la proche banlieue désormais elle-même "gentrifiée", mais bien au-delà, loin, très loin du centre, jusqu'à atteindre l'espace rural.

Contrepartie d'un processus d'élitisation du droit à la ville qui parachève la dépossession urbaine des classes populaires, cet exode périurbain est lourd de conséquences. Mais leur effacement de la cité ne signifie cependant pas leur disparition. L'hégémonie culturelle et politique des centres fait certes ressortir en creux l'invisibilité des périphéries péri-urbaines en cours de prolétarianisation : « C'est dans les espaces péri-urbains et ruraux que résident majoritairement les catégories populaires, ouvriers et employés ». Fort de ce poids démographique, ces laissés-pour-compte de la métropolisation, sont dans l'attente d'une alternative politique capable de les extraire de leur marginalisation socio-spatiale. Autant de lectures assurément utiles à la redéfinition d'une pratique d'émancipation sociale de proximité qui devrait être la notre.

1 - *Espaces et sociétés, Paradoxes de la mixité sociale*, 140-141, n°1-2/2010, Ed. Eres, 282 p., 28 €.

2 - T. Paquot, *L'urbanisme c'est notre affaire !*, Ed. l'Atalante, 2010, 174 p., ? €.

3 - J-P Garnier, *Une violence éminemment contemporaine*, Agone, 2010, 254 p., 18 €.

LIRE

Ombres et Lumières du XVIII^e siècle

Dans ce livre, qui fait suite à « Ancêtres en sabots (1539-1715) », l'"autrice" - c'est ainsi qu'elle se dénomme elle-même - poursuit son vaste projet de restitution généalogique et historique, consistant à faire revivre 17 générations de ses ancêtres, pour nous en faire partager le quotidien.

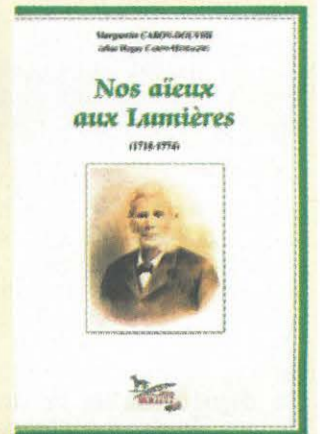
Ce livre est le fruit d'un dépouillement exhaustif des registres paroissiaux dans rien moins que sept départements de l'Ouest, du Nord et du Centre. Il fait un saisissant parallèle entre, d'une part, les fastes de la cour de Versailles, pendant le siècle de Louis XV qui fut aussi celui des Lumières, et d'autre part la vie au jour le jour des "culs salés", des "culs terreux", des marins, des paysans, des artisans. « Ils étaient le peuple de France. Peuple aux mains calleuses, au ventre creux, qui malgré leur labeur incessant, savait parfois rire et chanter aux jours de bonheur : fêtes villageoises, épousailles, amours champêtres... »

Avec minutie, Maguy Cabon, redonne ainsi vie à ses ancêtres de Bretagne, de Flandre et d'Auvergne. Son style s'attache continuellement à respecter le langage et les expressions qui se disaient autrefois, qu'elle contribue ainsi à sauvegarder. Son récit est également ponctué par ses poèmes, lyriques ou bucoliques, de poétesse primée, qui lui donnent encore plus de relief. Ancienne ouvrière aux chantiers navals, où elle fut "pontonnrière" pendant dix huit ans, elle manie aujourd'hui les mots avec la même sûreté et la même précision qu'elle le faisait alors des tonnes d'acier.

Ses recherches généalogiques approfondies - attestées en annexe par la liste des milliers de ses ancêtres - loin d'une préoccupation étroitement identitaire, débouchent ici sur un récit qui donne bien mieux à partager leur vécu. « Héritiers de leur patience, de leurs souffrances, de leurs luttes pour conquérir le droit de vivre dans la dignité, nous leur devons de les sortir de la nuit profonde où ils étaient ensevelis ».

Une lecture chaleureuse qui restitue avec bonheur le quotidien de "ceux d'en bas" à la veille de la Révolution.

M. Cabon, *Nos aïeux aux Lumières*, Ed. Hérault, 2009.



VOIR...

Une exposition qui fait mouche !

Le Muséum d'histoire naturelle de Nantes, qui fête cette année ses 200 ans d'existence, consacre sa nouvelle exposition temporaire aux mouches produite par le muséum suisse de Neuchâtel. Chacun croit connaître les mouches, cependant notre perception ne se base que sur 5 ou 6 espèces. Or, elles représentent probablement entre 15 et 20 % des espèces animales terrestres et leur rôle dans les écosystèmes est souvent sous-estimé. Depuis le 25 juin, les visiteurs peuvent découvrir l'immense diversité des diptères en parcourant les 12 tentes dédiées à leur observation.

Le visiteur finit comme membre d'un jury : il doit se prononcer sur le sort de cet insecte : faut-il condamner la mouche ou la gracier ? Cette exposition propose un voyage émotionnel, naturaliste, et artistique dans l'univers de ces insectes méconnus et une réflexion sur la vie et la mort, l'utilité et le rôle des espèces dans la Nature.

www.museum.nantes.fr/

MÉDIAS

Sarkozy et les médias (suite)

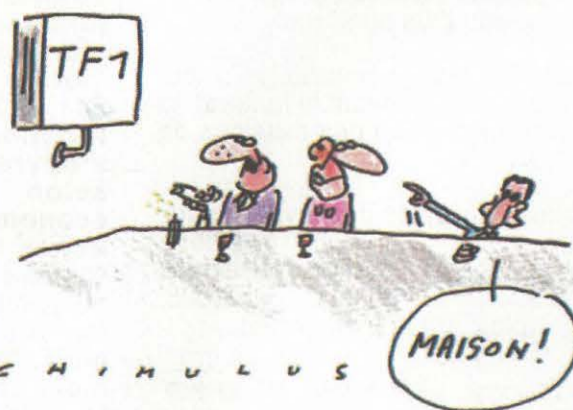
Dans un récent communiqué le Syndicat SNJ-CGT dénonce la "mainmise du clan présidentiel" sur les médias, fustigeant la "volonté de Nicolas Sarkozy de s'immiscer dans les affaires du Monde" et la mise en examen d'un journaliste de Rue89 pour avoir diffusé des propos hors antenne du chef de l'Etat. Le syndicat « dénonce avec la plus grande vigueur la volonté de Nicolas Sarkozy de placer le quotidien et des médias sous influence en vue des élections présidentielles de 2012 ».

Selon le Syndicat "Le principe même de la convocation du patron d'un quotidien à l'Élysée est intolérable, surtout quand il s'agit de lui dicter la conduite à observer" ajoute le SNJ-CGT. Le communiqué précise : "La candidature d'Orange, filiale de France Télécom, dont le PDG Stéphane Richard, est l'ancien directeur de cabinet de la ministre de l'Economie Christine Lagarde aurait-elle la préférence du chef de l'Etat dans ce jeu de Monopoly ?"

poursuit le syndicat. Par ailleurs, le SNJ juge "tout aussi scandaleuse" la mise en examen pour recel d'un journaliste de Rue89 dans l'enquête sur la dif-

"C'est globalement la mainmise du clan présidentiel qui est clairement affichée, Nicolas Sarkozy se rêvant en rédacteur en chef. Et si la profession et les syndi-

cats laissent faire, la boucle sera en passe d'être bouclée avec le parachutage d'Emmanuel Hoog à la tête de l'AFP comme successeur de Pierre Louette, tout comme la décision de nommer les patrons des chaînes de France Télévisions et de Radio France" conclut le Syndicat SNJ-CGT.



près de vous

Conseil Général

Finances locales: Le CG 44 enfonce le clou

Après la région des Pays de la Loire c'est au Conseil Général de Loire-Atlantique de s'en prendre à L'Etat dont les transferts de compétences ne sont pas suffisamment compensés. **Une perte estimée à 400 millions d'Euros depuis 2002 pour le département.**

La commission d'évaluation en charge de travailler ces questions, composée de conseillers généraux de la majorité et de l'opposition, a voté à l'unanimité le rapport faisant état de ce manque à gagner.

Le département va également engager un recours contre l'Etat afin de faire respecter le principe de libre administration des collectivités et celui de la compensation des charges transférées.

Parc Naturel

Régional de Brière

Renouvellement



Après les élections régionales, les assemblées du parc naturel régional de Brière ont été renouvelées. Veronique Mahé, nouvelle conseillère régionale a été élue **présidente de la commission culture.**

Assemblée Nationale

Retraites

Les député-e-s communistes et du Parti de gauche ont déposé le 23 juin une proposition de loi « garantissant le financement du droit à la retraite à 60 ans ». Cette loi repose sur trois piliers : désintoxiquer notre économie de la finance, favoriser l'emploi et les salaires, promouvoir la justice sociale.

Le PCF lance une pétition avec un objectif de 100 000 premières signatures durant l'été pour appuyer cette proposition de loi alternative (www.pcf.fr).

Rezé

La lettre des élus

La dernière lettre des élus communistes de Rezé vient de paraître, vous pouvez en prendre connaissance sur leur page Facebook (Page : élus communistes de Rezé).



L'invité

Forum mondial des Autorités Locales de Périphéries (FALP) : Pour des métropoles solidaires

Peu après les événements qui avaient marqué les banlieues en novembre 2005, des élus, des experts, des représentants des mouvements sociaux, associatifs ou citoyens s'étaient retrouvés à Nanterre en mars 2006 pour y tenir un 1er Forum des Autorités Locales de Périphérie (FALP). 21 pays y étaient alors représentés.

A l'heure de la mondialisation dominée par le modèle de développement économique et social néolibéral, nombre d'acteurs politiques, sociaux, citoyens, s'interrogent : Que deviennent les métropoles ? Qu'en est-il des territoires exclus ou en voie d'exclusion où les inégalités s'accroissent mais où les actions, les expériences et les créations collectives se développent ? C'est pourquoi, des élus, acteurs de la démocratie locale, citoyens de plus de 40 pays venant des différents continents du monde se sont retrouvés du 10 au 12 juin dernier à Getafe en banlieue de Madrid. Le sujet de la première plénière de ce forum donnait le sens et la teneur des débats qui devaient suivre : « un autre monde est possible : la nécessité de construire des métropoles démocratiques, solidaires et durables pour faire face au changement climatique ainsi qu'aux risques de fragmentation et d'exclusion territoriale et sociale. L'importance de favoriser l'inclusion sociale et de garantir l'exercice des droits des citoyens. Expériences et opinions des périphéries populaires ».

Des témoignages extrêmement forts ont pu s'exprimer à l'instar des interventions d'une maire colombienne, le maire d'Aizeria en Palestine ou celles de plusieurs maires africains... témoignages relatant de façon poignante la violence et la pauvreté vécues dans nombre de « villes de périphérie ». Une violence et une pauvreté qui n'échappe évidemment pas à la réalité exprimées par plusieurs représentants de collectivités européennes, en particulier dans la région parisienne ou marseillaise, voire madrilène....

Plusieurs objectifs ont pu ressortir des échanges. Le forum a pu affirmer ainsi : « **Le développement de services publics accessibles à tous les citoyens et citoyennes au quotidien est l'instrument le plus approprié pour construire des villes plus durables, solidaires et démocratiques.** Nous avons besoin d'une décentralisation visant le rapprochement du pouvoir aux citoyens et citoyennes favorisant leur participation à la prise de décisions. Nous voulons que les gouvernements locaux soient un exemple de transparence dans la gestion, l'efficacité et l'efficience des politiques publiques mises en place. La proximité des administrations locales constitue la qualité nécessaire pour faire face et résoudre les problèmes qui se posent dans nos quartiers et nos villes. **En fin de compte, il s'agit de travailler des concepts si importants et fondamentaux pour l'avenir de nos villes tels que la citoyenneté, l'implication visant le développement de la commune et l'éducation aux valeurs.** »



Yann Vince
Vice-président
de Nantes Métropole

L'activité

Vertou

Malaise dans l'éducation!

Pour Michel GOUTY élu communiste de Vertou « **la rentrée scolaire 2010 s'annonce mal** » sur la ville. Deux fermetures de classe ont été annoncées, l'une à l'école élémentaire Henri LESAGE et l'autre à l'école maternelle des Reigniers parce qu'elles sont sous le seuil d'élèves (respectivement 4 et 3 élèves en moins) pour garder une classe. A cela, il faut ajouter la suppression de la Classe d'Intégration Scolaire (CLIS) en faveur des déficients visuels à l'école élémentaire de L'enclos. Pour l'élu « **c'est toujours la logique comptable qui prédomine, au détriment des intérêts des élèves et des enseignants, car le nombre d'élèves par classe va augmenter** ».

Toujours à Vertou, au collège Lucie AUBRAC, c'est un poste d'enseignant partant à la retraite « bloqué » et réservé à un stagiaire sans formation.

« **Ces mesures ne tombent pas du ciel et sont l'application des dogmes de la réduction des dépenses publiques et du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Les futures orientations du ministre de l'Éducation nationale, dictées aux Recteurs vont entraîner un nouvel affaiblissement du service public d'éducation** ».

L'élu, enseignant lui-même, appelle à « la résistance car l'avenir de la jeunesse est sacrifié sur l'autel des économies budgétaires ! ».

Nantes Métropole

Le logement abandonné par L'Etat

A l'occasion d'une conférence de presse sur le nouveau Plan Local de l'Habitat (PLH) de Nantes Métropole, Yann Vince, Raymond Lannuzel (Vice-présidents de Nantes Métropole), Marie Annick Benâtre (Administratrice de Nantes Habitat), Michel Lucas (Conseiller communautaire) ont dénoncé les **désengagements de l'État et les derniers dispositifs législatifs en matière d'habitat** (loi Boutin...). Baisse des aides à la pierre et des dépenses en faveur du logement social, aides fiscales aux logements privés, casse du 1% logement... voilà la politique que mène le gouvernement, une politique qui **accélère la pénurie de logements sociaux au profit du marché immobilier privé et spéculatif** alors que par la baisse des revenus le nombre de ménages éligibles au logement locatif augmente.

Cette politique fait que malgré les engagements de la communauté urbaine en faveur du Logement social, engagement encore renforcé dans le nouveau PLH (1300 à 1400 logements sociaux par an) il reste toujours **22000 demandes de logements sociaux en souffrance** sur la métropole.

Les élus communistes ont également dénoncé le manque de volonté de certaines municipalités de l'agglomération à s'engager sur cette problématique. C'est pourquoi ils demandent que la communauté urbaine sanctionne financièrement ces communes qui, il faut bien le dire, sont récalcitrantes à accueillir une diversité de population sur leur territoire.

La Chapelle Launay

Démocratie participative pour les déplacements doux

Adjoint à l'urbanisme et à l'environnement à la Chapelle-Launay, J-Y Martin a été invité par la DDTM 44 (Direction départementale des territoires et de la Mer, ex-DDEA) à intervenir, au cours de la Journée Territoriale de l'Accessibilité qui s'est tenue le 18 juin à la salle festive de Nantes Nord. Il s'agissait pour lui de témoigner sur ce qui a commencé à se faire dans sa commune sur le PAVE (Programme d'accès à la voirie et à l'espace public) pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Il a donc eu l'occasion d'évoquer une approche de l'accessibilité dans une petite commune péri-urbaine (voir p.6), dans l'objectif de « dépasser l'aspect réducteur d'une accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, pour étendre la démarche et la mettre en œuvre pour l'ensemble des citoyens ».

Les problèmes et perspectives pointés sont pour lui les suivants :

- dans le péri-urbain, (ré)concilier le « tout automobile », avec les transports collectifs (dont PEM de la gare de Savenay) et les circulations douces.
- de passer des études préalables aux réalisations concrètes, compte-tenu des faibles moyens humains et matériels des petites communes.
- avec coordination des projets et avec les interlocuteurs, selon les échelles et les compétences des intercommunalités : État, Département, Métropole (SCOT) et communauté de communes (Loire et Sillon).
- ... et de planifier-programmer l'accessibilité, en parallèle avec les nombreux autres projets municipaux (PLU, ZAC...).

Avec, en conclusion, cette conviction : « **améliorer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, c'est en fait travailler aux circulations douces de tous** ».

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



St Nazaire

Jeudi 1 juillet :
Assemblée générale de la section à 18H00 à l'agora 1901.

Rezé Sud Loire

Jeudi 1 juillet :
Réunion du comité local à 18H30 au siège de la section.

Nantes

Jeudi 1 juillet :
Réunion du bureau de la section à 18H00 au siège de la section.

Loire et Sèvre

Vendredi 2 juillet :
Réunion du comité local à 19H00, espace Beautour à Vertou.

■ L'ensemble des forces politiques de Gauche mobilisées contre la réforme des retraites



Le 23 mai dernier, avant la journée de mobilisation, l'ensemble des partis de gauche du département ont tenu une réunion publique commune contre la contre-réforme des retraites. Des représentants de la Gauche Unitaire, des Alternatifs, des Verts, du MRC, du NPA, du PCF, du PG, du POI, du PS et de l'UDB ont chacun leur tour exposé leurs arguments et leurs propositions pour une autre réforme. Conscients de la force et de la chance que représente l'unité des partis de Gauche dans notre département, ils ont appelé avec force à la mobilisation du 24 juin. Pour Le PCF, Aymeric Seassau s'est étonné des arguments de la droite qui claironne que les caisses sont vides alors que « *ici dit-il, 300 milliards de débloqués en quelques heures pour les banques, là des dizaines de milliards d'exonérations de cotisations sociales pour les entreprises, ici 16 milliards d'euros pour jouer les usuriers du peuple grec acculé à l'austérité et ne parlons que d'argent public parce que les profits eux se portent bien merci pour eux* ».

Reste à la gauche rassemblée de gagner l'idée que l'on peut financer la retraite à 60 ans à taux plein.

■ Des manifestations d'ampleur

La journée d'action du 24 juin a été un succès et démontre le renforcement de la mobilisation sociale et populaire contre le projet de réforme du gouvernement. En France, **2 millions de personnes ont participé aux 200 manifestations organisées dans le pays**, le double que lors de la journée du 27 mai. Pour notre département, les organisations syndicales ont comptabilisé **40 000 manifestants à Nantes, 15 000 à St Nazaire, 1500 à Châteaubriant et Ancenis**. Le mouvement social et populaire contre les choix politiques de Sarkozy et Fillon grandit et annonce un été et une rentrée chaude.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire: N° 0310 I 86504
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction:
Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Jérôme TURMEAU



Vite lu...



35^{ème} congrès : Pierre Laurent succède à Marie George Buffet

■ Nécrologie

Les communistes de Loire-Atlantique et tout spécialement ceux de St Nazaire, expriment leur chagrin intense du décès de **Maurice ATHIMON**. Maurice a été dévoué à la vente régulière de l'Huma dimanche, et à sa transmission ultime quand il s'est jugé gravement atteint par la maladie. Toutes et tous nous nous rappellerons sa gentillesse modeste et sa conscience de communiste qu'il partageait avec son épouse Louisette à qui nous adressons nos très fraternelles marques d'affection, à reporter à leurs deux enfants. Nous avons aussi appris le décès de **Serge MEIGNEN**, lui aussi militant communiste de la section de St Nazaire, nous présentons à sa famille et à ses proches nos plus sincères condoléances.

qui est mis en place au nom des jeunes se fait une nouvelle fois sans eux, et surtout contre eux. C'est pourtant sur nous que reposera le financement des retraites à l'avenir, et nous qui subissons toute modification du système actuel. **C'est donc en tant que jeunes que nous défendons le droit pour toutes et tous à une retraite de haut niveau à 60 ans pour tous, et financée par répartition.** A l'inverse, le gouverne-

« nous dénonçons l'hypocrisie d'une situation où ce qui est mis en place au nom des jeunes se fait une nouvelle fois sans eux, et surtout contre eux. »

ment tente de nous imposer la double peine de voir reculer notre âge de départ en retraite par les effets cumulés de l'allongement de la durée de cotisation et du recul de l'âge d'entrée dans

la vie active, et de devoir renoncer à une retraite à taux plein faute d'avoir pu cotiser suffisamment longtemps. 21 organisations de jeunesse (syndicats étudiants, syndicats professionnels et syndicats lycéens, associations de jeunesse et d'éducation populaire, organisations politiques) ont rendu public vendredi 30 avril un large appel unitaire intitulé

« la retraite : une affaire de jeunes ! » ainsi que le collectif d'organisations de jeunesse qu'elles souhaitent mettre en place afin d'engager un travail de sensibilisation et de mobilisation des jeunes sur cette question majeure dans les prochains mois.

Alors que le gouvernement vient de rendre public un premier document d'orientation confirmant la perspective du recul de l'âge légal de départ en retraite, nous affirmons notre volonté d'agir ensemble dans les prochains mois pour défendre le système de retraites par répartition fondé sur la solidarité, et le maintien de l'âge légal à 60 ans. Nous exigeons

du gouvernement qu'il renonce à l'allongement de la durée de cotisation, et nous associant aux discussions en cours. **Le gouvernement ne peut aborder le débat sur les retraites sans l'avis des générations directement concernées par cet enjeu social majeur : les jeunes d'aujourd'hui !**



La retraite une affaire de jeunes !

Par Robin SALECROIX

Alors qu'Eric Woerth, ministre du travail affirmait il y a quelques semaines: « Je veux dire aux jeunes de 20 ans que c'est justement pour eux que nous faisons cette réforme », nous dénonçons l'hypocrisie d'une situation où ce